



## Covid-19: la convalescence de l'économie sera longue

Le reconfinement est « soft » mais il s'abat sur des entreprises fragilisées et l'horizon de sortie de crise est flou. Le rebond de croissance sera moins fort qu'espéré en 2021



Par rapport au confinement du printemps, l'activité chute trois fois moins et la consommation deux fois moins en novembre, a estimé mardi l'Insee. Le ministère de l'Économie a revu à la baisse ses prévisions de croissance en 2021, à +6 % contre +8 % estimés auparavant. Il fait l'hypothèse de mesures sanitaires restrictives prolongées dans les mois qui viennent et de l'absence d'un troisième confinement.

Un confinement moins dur, mais cette fois sans horizon. Les relatives bonnes nouvelles, d'abord : l'activité française chute de 13 % en novembre par rapport à son niveau d'avant-crise, contre 30 % en avril dernier, a estimé mardi l'Institut national de la statistique (Insee). Son chiffre colle avec [celui de la Banque de France \(-12 % d'activité\)](#). En octobre, nous étions remontés à -4 %.

« Ce deuxième confinement, du point de vue économique, fonctionne beaucoup mieux que le premier », se félicite Bruno Le Maire. L'industrie et la construction tournent. Les secteurs privés et [public se sont mieux organisés pour télétravailler](#). Il y a plus de commerces ouverts et les autres se sont mieux préparés pour vendre à distance, livrer. Bref, ce confinement est davantage concentré sur certains secteurs, les plus propices aux contaminations et touchés par les réglementations sanitaires : transport, aéronautique, hébergement-restauration, services à la personne, loisirs. Ils représentent 9,4 % du PIB, selon l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE).

Les baisses de revenu seront donc certainement moindres en moyenne pour la population. D'ailleurs, la consommation plonge deux fois moins : -15 % en novembre contre -30 % au printemps.

**Nouvelle normalité.** Mais quelque chose a changé, qui peut se résumer par une remarque de Julien Pouget, directeur de la conjoncture à l'Insee, au sujet du niveau d'activité d'avant-crise, celui de fin 2019 : « Nous avons arrêté de l'appeler "la normale" ». La nouvelle normalité, c'est de

supporter des mesures sanitaires strictes pour enrayer la propagation du virus, et c'est cela qu'incarne le deuxième confinement.

Les entreprises ont beau s'être adaptées, elles sont moins performantes : près de la moitié estime que les règles sanitaires nuisent à leur productivité. En outre, la France continue de confiner plus durement que ses voisins : « Les données à haute fréquence [mobilité, cartes bancaires] suggèrent à ce stade pour novembre des pertes plus importantes » que dans [les autres principaux pays européens](#), relève l'Insee. L'utilisation des transports publics et la fréquentation des commerces de détail hors alimentaire plonge davantage dans l'Hexagone.

Au rang des mauvaises nouvelles, la fin du confinement strict sera moins victorieuse qu'en mai dernier. « On va inscrire les protocoles sanitaires dans la durée », prévient le ministre de l'Economie. « La temporalité de la crise a changé, analyse Julien Pouget. Même si [la perspective d'un vaccin](#) peut laisser entrevoir le bout du tunnel, il va falloir sans doute vivre avec le virus au moins jusqu'à l'été prochain, avec des mesures de protection sanitaire qui seront seulement en partie allégées ».

*Capacité de résilience émuée, capacité à se projeter plus faible: la perte d'activité de cette fin d'année serait rattrapée à seulement 66% au premier trimestre 2021*

En fonction de la fin du confinement strict (le 1<sup>er</sup> du mois de décembre, le 15 ou à la Saint-Sylvestre), l'activité serait en baisse de respectivement 4 %, 8 % ou 13 % en décembre par rapport au niveau d'avant-crise, calcule l'Insee. Sur l'année, elle prévoit une récession entre 9 % et 10 %, contre 11 % attendus par le gouvernement.

Bercy, justement, a revu à la baisse sa prévision de rebond pour 2021 : +6 %, contre +8 % espérés auparavant. Dans l'hypothèse où il n'y aurait pas de troisième confinement. Tandis que la baisse de production du premier confinement a été effacée à 79 % par le rebond qui a suivi au troisième trimestre, la perte d'activité de cette fin d'année 2020 serait rattrapée à seulement 66 % par le rebond du premier trimestre 2021, pronostique Denis Ferrand, directeur général de Rexecode, « compte tenu de la capacité de résilience émuée, de la capacité à se projeter plus faible ».

**Déthésauriser.** Ce reconfinement s'est non seulement abattu sur une économie fragilisée, des entreprises endettées, des ménages démoralisés et [appauvris pour les plus modestes d'entre eux](#), mais il a aussi augmenté les inquiétudes quant à l'avenir. Les intentions d'embauche, qui avaient bien rebondi en août et septembre, sont reparties à la baisse en novembre, de même que les intentions d'investissement, [selon un sondage de Bpifrance et Rexecode bouclé le 30 octobre](#). L'attentisme sera de mise les prochains mois.

Pour relancer l'économie, Bruno Le Maire mise sur la reprise de la consommation grâce à l'épargne cumulée des ménages, mais tant que les incertitudes demeurent, ces derniers continueront probablement de thésauriser. « **Les gens sont fatigués et stressés** », constate **Noémie Le Menn, psychologue du travail et coach**.

Nayla Chidiac, docteure en psychopathologie clinique, constate chez ses patients une « inquiétude socio-économique qu'il n'y avait pas du tout lors du premier confinement ». Il y avait au printemps « un effet de surprise, un déni », qui laissent la place « au réel et au sentiment de ras-le-bol ». La perspective d'une troisième vague, évoquée par le président du conseil scientifique Jean-François Delfraissy, « donne une impression de sans fin qui est déroutante », ajoute-t-elle. Journées qui finissent plus tôt, fêtes qui approchent : « Il y a une tristesse qu'il n'y avait pas au premier confinement ».

Se faisant fort de nous reconforter, Bercy inscrira dans le budget 2021 de nouveaux milliards d'euros pour rallonger les dispositifs d'activité partielle, d'exonération de charges et de fonds de solidarité, en particulier pour les hôtels, restaurants, cafés et salles de sport, qui resteront fermés au-delà du 1<sup>er</sup> décembre, alors qu'une réouverture est envisagée pour les autres commerces. Le coût de la crise s'alourdit pour les finances publiques, mais l'Etat peut encore s'endetter avantageusement. A côté de ce soutien, les espoirs de vaccins seront cruciaux pour insuffler des promesses d'avenir à l'économie.